

SeFaFi

**SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA
Observatoire de la Vie Publique**

Lot III M 33 K Andrefan'Ambohijanahary, Antananarivo 101

Tél. 032 59 761 62 Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

Le Covid-19, révélateur de l'injustice sociale

Une semaine après la confirmation officielle de la présence du coronavirus (Covid-19) à Madagascar le 20 mars dernier, les pouvoirs publics s'efforcent d'en bloquer la propagation. Les vols internationaux ont été supprimés, les passagers en provenance de pays infectés ont été identifiés et leur état sanitaire contrôlé. Des places ont été libérées dans les hôpitaux et du matériel adéquat a été acheminé (respirateurs, masques, tests de dépistage, etc.).

Puis le Président de la République a décrété l'état d'urgence à partir du 23 mars, ainsi que le confinement total à Antananarivo et à Toamasina, tout en demandant à l'ensemble de la population de rester chez elle. Le 24 mars, il a annoncé un plan d'urgence sociale comportant le paiement d'une allocation de 100.000 Ariary aux personnes affectées par le confinement (chauffeurs de taxibe et de taxi, lavandières, marchands des rues, etc.), le tout pour un montant de 10 milliards d'Ariary, en accord avec les bailleurs de fonds. Ces mesures semblent tomber sous le sens. Pourtant, la réaction d'une partie de la population, notamment dans les centres urbains et leurs périphéries, donne à réfléchir.

Un système de santé défaillant

Car au-delà de la crise sanitaire, dont l'ampleur reste inconnue, se profile une crise sociale et économique majeure qui risque d'affecter gravement le pays pour les prochaines années. Un premier indice en a été perceptible dès la nuit du vendredi 20 mars, lorsque les pharmacies de garde ont été prises d'assaut par des hordes de citoyens en quête du moindre cachet pour se prémunir contre l'attaque du coronavirus. Motivée par l'instinct de survie, cette réaction révèle l'énorme fossé social creusé par un système de santé qui ignore les plus démunis. Certes, des mécanismes existent (Fonds d'équité et CSU - Couverture Santé Universelle), mais leurs bénéficiaires sont peu nombreux, et leur silence face à cette pandémie étonne. Il leur incombe de faire connaître leurs activités et de publier leurs prévisions dans le contexte actuel.

Le système de santé est en première ligne. Chacun en connaît les fragilités, qui risquent de handicaper la lutte contre le Covid-19. Une étude récente de *Transparency International-Initiative Madagascar* (TI-MG) révèle la persistance de

diverses formes de corruption dans le monde médical et hospitalier¹. Une majorité du corps médical, enfermé dans un corporatisme malsain, nie cette évidence en dépit des nombreux témoignages de victimes, ou l'accepte comme une conséquence « normale » de conditions de travail harassantes, du manque de matériel ou du faible taux de rémunération. Sans vouloir généraliser cette situation, il convient par contre de rendre hommage au dévouement des médecins, infirmiers, sages-femmes et autres soignants intègres qui ne cessent de se préoccuper des plus faibles. Pour autant, cela ne dédouane pas l'État de son rôle de garant du bien-être de la population : le budget alloué annuellement au secteur de la santé est notoirement insuffisant, et n'arrive qu'à grand peine à soutenir un secteur vacillant et perfusé, qui survit grâce à l'aide des bailleurs de fonds. Les futures lois de finances devront tirer les conséquences de la crise du coronavirus.

Aujourd'hui, les hôpitaux publics de la capitale ont été réquisitionnés en prévision de l'explosion de la pandémie. Les malades hospitalisés ont été « rapatriés » chez eux avec des accompagnements palliatifs pour certains. Le gouvernement déclare que le pays est prêt à faire face à la crise sanitaire, mais les doutes subsistent. Le citoyen s'interroge sur la réelle capacité d'accueil des hôpitaux, sur le nombre de lits, de médecins, d'infirmiers, etc. Et que l'État prenne en charge les soins des victimes du coronavirus serait une marque de justice et d'humanité à l'égard de tous ceux qui survivent sous le seuil de pauvreté. En bref, la population a le droit de savoir ce qui l'attend, ce qui implique une communication régulière et professionnellement mieux informée.

La précarité sociale au quotidien

Le samedi 21 mars, grandes surfaces, épiceries et marchés de la capitale sont assaillis par des foules venues s'approvisionner à la mesure de leurs possibilités, bien que la plupart n'aient pas encore touché leur salaire du mois de mars. Illustration des disparités sociales, les chariots débordants des privilégiés contrastent avec les paniers à moitié vides des moins nantis, premières victimes des spéculateurs en tout genre. Un service de contrôle a été hâtivement mis en place, avec un numéro vert pour dénoncer les dérives. Des mesures correctives ont été prises, suite aux dénonciations des consommateurs, et il faut espérer que cette surveillance continue, même hors temps de crise.

Depuis qu'ont été décrétées les mesures de confinement et l'arrêt des transports en commun, les petites gens s'inquiètent. Travaillant dans l'informel, sur les marchés ou dans les zones franches, ils savent que toute interruption de leurs activités serait suicidaire. Ne disposant pas d'une épargne suffisante pour faire face aux aléas, l'économie de subsistance, qui est leur lot, est incompatible avec un confinement de longue durée. Et l'insalubrité ambiante, le manque d'accès à l'eau potable et aux produits d'hygiène empêchent de se protéger contre le virus.

Le plan d'urgence sociale annoncé veut répondre à ce problème, mais sa mise en œuvre tient de la quadrature du cercle. Une simple division permet d'établir que 100.000 personnes bénéficieront de cette aide. Sur quels critères va-t-on désigner les ayant-droits, sachant qu'ils sont des centaines de milliers à pouvoir y

1. *Les incidences de la corruption dans le domaine de la santé à Madagascar*, TI-MG, Projet *Tsaboy ny Gasy*, septembre 2019.

prétendre ? La colère des exclus est à craindre. Et si la crise perdure, combien de temps l'État pourra-t-il poursuivre cette politique d'assistanat ? Sans doute n'est-il pas trop tard pour trouver des solutions locales, en lien avec la société civile (enseignants, commerçants, fonctionnaires, jeunes, religieux, etc.) : ces concertations permettront à tous de s'impliquer dans des choix qui deviendront les leurs, et non pas ceux d'une autorité lointaine et anonyme.

La crise du coronavirus est devenue un révélateur puissant de la précarité dans laquelle vit la majorité de nos concitoyens. À la mesure de leur compréhension et de leur niveau d'information, les couches sociales les plus défavorisées en concluent que le virus a été « importé » par les privilégiés : ceux qui vont à l'étranger, ceux qui ont un meilleur accès aux soins et aux ressources alimentaires, ceux qui peuvent rester confinés chez eux, le frigo rempli, et faire du télétravail - alors que la plupart des citoyens « ordinaires » doit sortir pour gagner sa subsistance au jour le jour. Dans ces conditions, il faut le reconnaître, le problème est insoluble : quelles que soient les mesures prises, elles seront jugées insuffisantes ou partiales, devant le gouffre béant ouvert par des années de négligence en matière de prévoyance et de protection sociales. Une explosion sociale n'est pas à exclure, si des mesures adéquates – allant au-delà de la distribution directe de vivres ou d'argent – ne sont pas prises rapidement pour atténuer la crise, dans court terme d'abord, pour le long terme ensuite. Souhaitons à nos dirigeants le discernement et l'énergie indispensables pour relever cet immense défi.

En un mot, chacun souhaite un dénouement heureux de cette crise, à Madagascar et dans le monde. Mais le réalisme et la prudence sont de mise. Les économistes prévoient déjà 6 à 18 mois de récession, après la fin de la pandémie, et la Grande Île n'y échappera pas. Que la transparence s'impose donc à tous les niveaux, pour la moindre dépense, et que l'origine de l'argent public utilisé pour gérer la crise soit portée à la connaissance de tous. Ainsi se construit la confiance entre les citoyens et l'autorités.

Les pouvoirs exceptionnels conférés par l'état d'urgence se doivent d'être contrebalancés par la capacité des tenants du pouvoir à fédérer les leaders d'opinions, y compris ceux de l'opposition. Il est tout aussi important de donner aux collectivités décentralisées, à commencer par les Régions, la possibilité de prendre les dispositions localement appropriées à l'application des instructions nationales². La responsabilisation des entités de base sera le vrai test de l'adhésion des citoyens à ces structures. Mais l'efficacité des mesures étatiques dépendra surtout de la prise de conscience par chaque citoyen de l'impérieuse nécessité d'assumer les contraintes qui permettront d'endiguer la catastrophe à venir.

Plus largement, cette crise donne l'occasion à Madagascar comme à l'humanité entière de reconsidérer ses priorités, en se rappelant que la justice sociale est exigée partout et que les droits sont les mêmes pour tous. Puisse la Grande Île ne pas manquer cette opportunité !

Antananarivo, 30 mars 2020

2. En Haute Matsiatra, la mise en place précoce, par la Région, de barrières sanitaires sur l'axe de circulation de grande affluence qui la traverse, a été appréciée par les citoyens.